



HAL
open science

Jordanie : des journalistes sous contrôle ?

Simon Mangon

► **To cite this version:**

| Simon Mangon. Jordanie : des journalistes sous contrôle ?. 2020. halshs-03807341

HAL Id: halshs-03807341

<https://shs.hal.science/halshs-03807341v1>

Submitted on 9 Oct 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Jordanie : des journalistes sous contrôle ?

PAR SIMON MANGON · PUBLIÉ 16/09/2020 · MIS À JOUR 21/09/2020

Assis en terrasse à déguster un *manaqesh* et occupé à préparer un prochain entretien, je feins de ne pas sentir la caméra braquée sur ma main et mon carnet de notes. La jeune journaliste dicte des ordres à son caméraman. Après quelques minutes d'hésitation, je comprends que ce ne sont pas les notes illisibles de mon carnet qui attirent son regard. Le caméraman, muni d'un équipement dernier cri, tente plutôt de capter le moment où je mettrai à ma bouche la dernière part de *manaqesh*. Le propriétaire de ce nouveau restaurant de *Jabal al-Weibdeh* semble ravi, les clients arrivent les uns après les autres, intrigués par la présence d'une caméra. Dans ce quartier historique d'Amman, les touristes croisent les employés des organisations internationales ou des ministères pour un rapide déjeuner à la pause de midi. Une fois son reportage sur les nouveaux restaurants du quartier terminé, la journaliste salue les clients avant d'être rattrapée par le propriétaire qui insiste pour qu'elle et son caméraman goûtent un *manaqesh* avant de partir. J'en profite pour leur poser quelques questions. La jeune journaliste travaille pour la chaîne de télévision *Al-Mamlaka TV* (« Le Royaume »), une nouvelle chaîne publique créée en 2018 et subventionnée par le gouvernement jordanien à hauteur de 10 millions de dinars jordaniens pour les deux premières années¹. Les journalistes fraîchement recrutés y gagnent un salaire avoisinant les 800 dinars jordaniens (1 000 €), alors que le salaire moyen d'un journaliste dans le pays est de 300 dinars jordaniens (380 €). Espérant attirer les meilleurs éléments du pays, *Al-Mamlaka TV* a pour ambition de donner une nouvelle image du service public jordanien et de faire oublier la couverture sclérosée et partisane de la « JRTV » (*Jordan Radio and Television Corporation*), la chaîne publique fondée en 1985. Mais cette vitrine « moderne » du journalisme jordanien cache à peine les défis d'une profession en quête d'autonomie et de reconnaissance, dans un pays où quarante ans de loi martiale ont fait des journalistes des porte-paroles du régime. Si la liberté d'expression et le pluralisme médiatique sont protégés dans la Constitution depuis 2011, il n'en demeure pas moins que la

profession est encore aujourd'hui largement soumise aux forces politiques et économiques. Les autorités jordaniennes structurent et contrôlent le secteur de la production de l'information, ne laissant que peu d'espace à ceux qui imaginent un journalisme hors des canaux étatiques. Pour s'en convaincre, il suffit de faire quelques pas dans le même quartier de *Jabal al-Weibdeh* et d'y rencontrer les journalistes du média *Tiber* (prononcer « hiber », signifiant « encre » en français). Fondée en 2007 par un groupe de blogueurs, *Tiber* a été la première plateforme de discussions citoyennes sur internet, dont le slogan « *shou qisatak* » (شو قصتاك ؟) – ou « Quelle est ton histoire ? » – incitait les citoyens ordinaires à faire part de leurs problématiques quotidiennes. À l'époque, internet était en passe de devenir un outil indispensable pour s'informer hors des médias d'État. Mais la toile n'a pas échappé longtemps à la censure du régime qui a coupé l'accès à la plateforme numérique à de multiples reprises. La politique répressive n'a toutefois pas empêché *Tiber* de gagner en légitimité auprès des lecteurs. En 2011, le « printemps arabe » ouvre une brèche dans un paysage politique et médiatique jusque-là bien sclérosé. Les Jordaniens sont descendus dans la rue pendant plusieurs mois (de janvier à juillet 2011) pour demander de meilleures conditions de vie. Dans ce contexte, la parole s'est libérée sur *Tiber* : les contributeurs y ont abordé des sujets jusque-là tabous comme la monarchie, l'armée ou la religion. La parenthèse s'est cependant refermée rapidement après l'annonce de réformes constitutionnelles par le roi à la fin de l'année 2011, mais elle a permis à *Tiber* de s'imposer comme un média de référence, fort d'une équipe de journalistes « professionnels ».

Des modalités d'encadrement de la profession restrictives des libertés publiques

Si *Tiber* apparaît alors comme une exception dans le paysage médiatique jordanien, c'est parce que les autorités politiques ont fait preuve d'inventivité pour contrôler la production de l'information. La contrainte politique exercée par les forces exécutives et judiciaires du régime saute aux yeux lorsque des journalistes, par ailleurs opposants politiques, sont arrêtés et accusés de terrorisme pour avoir mis « en cause les bases du régime »² ou mis « en danger des relations entre la Jordanie et un autre pays »³. Mais les stratégies d'encadrement de la profession peuvent être parfois plus subtiles, comme

en 2013, lorsque le gouvernement a bloqué plus de 250 sites d'information sous prétexte que ceux-ci n'avaient pas de licence d'exploitation⁴. Or, les autorités politiques sont celles qui, en dernière instance, par l'intermédiaire de la Commission Jordanienne des Médias (JMC), décident (ou non) d'octroyer aux organes de presse des autorisations de publication (ou « licences »), sorte d'accréditations officielles indispensables à l'exercice du métier de journaliste dans le pays. Ce faisant, la JMC est l'institution qui structure le paysage médiatique jordanien et peut facilement marginaliser les médias contestataires en les traitant comme des « médias non professionnels ». Autrement dit, la profession journalistique n'existe officiellement que par les canaux étatiques, puisque la loi jordanienne proclame qu'une personne est considérée comme journaliste si et seulement si elle est enregistrée auprès du syndicat (unique) des journalistes (*Jordan Press Association*), dont l'indépendance est sujette à débat, de la part notamment de l'UNESCO⁵. Selon la même logique, le rédacteur en chef d'un média numérique doit être enregistré au moins depuis quatre ans auprès de ce même syndicat s'il souhaite obtenir une autorisation de publication pour son média. Ainsi, le journalisme jordanien ne semble exister qu'à travers l'État et ses composantes.

Mais comment une telle politique d'encadrement répressif peut-elle être justifiée par les autorités politiques d'un pays pourtant présenté par ailleurs comme « démocratique » ? Pour le comprendre, il faut quitter le quartier de *Jabal al-Weibdeh* et rejoindre le « troisième cercle ». La ville d'Amman se structure autour de grands ronds-points (دوار prononcer « *douar* »), numérotés de un à huit, qui relient les principales artères de la ville. Une fois passé les premier et second cercles, nous arrivons au troisième cercle qui marque le début du quartier des hôtels luxueux et des ambassades. C'est dans ce quartier qu'en novembre 2005, plusieurs attaques terroristes ont ciblé de grands hôtels, faisant une soixantaine de morts (de nationalité jordanienne pour la majorité). Depuis lors, la sécurité y est élevée au rang de priorité nationale. Il n'est donc pas rare de croiser un véhicule militaire sur le troisième cercle et quasi impossible d'entrer dans un hôtel ou une ambassade sans passer par des détecteurs de métaux. Dans une région où les conflits armés se multiplient depuis les années 2000, les autorités jordaniennes jouent la carte de la stabilité politique pour attirer les investisseurs étrangers, encourager le tourisme et renforcer la politique de

coopération internationale. Dans cette politique de « séduction » à destination de l'étranger, les journalistes ont leur rôle à jouer : ils doivent contribuer au discours officiel selon lequel le pays se « modernise » et se « démocratise ». En 1975, le roi Hussein de Jordanie souhaitait déjà diffuser une image séduisante à destination de l'étranger et avait contribué à la création du *Jordan Times*, le premier et unique journal papier anglophone du pays depuis l'indépendance. Cet hebdomadaire, que l'on retrouve dans les salles d'attente des ambassades et les réceptions des hôtels, est possédé par le fonds d'investissement de la sécurité sociale, et donc indirectement par les autorités politiques, tout comme *Al-Rai (L'Opinion)* et *Ad-Dustour (La Constitution)* les deux autres grands journaux papier jordaniens. Dans leur travail quotidien, les journalistes de ces médias subissent constamment des interférences de la part des autorités et tentent, ou non, d'y résister. Un ancien journaliste du *Jordan Times* résume bien cette dépendance à l'égard des autorités : « *la direction du média n'était pas totalement aux ordres des autorités, mais on recevait des appels téléphoniques de la cour royale ou des mokhabarats (services de renseignement) pour retirer un article qui ne convenait pas ou proposer une idée de sujet, c'était des négociations quotidiennes* »⁶ ; avant de conclure : « *finalement, en vingt ans de travail, j'ai surtout couvert l'actualité royale* ». Ces grands journaux publics détenus entièrement ou en partie par les autorités politiques parviennent à recruter de jeunes journalistes soucieux de produire « une image positive » du pays ou, tout simplement, dans la nécessité de préserver un emploi stable. L'injonction à traiter les actualités nationales de manière positive a surtout pour conséquence de créer un « journalisme office du tourisme »⁷, comme me le confie un journaliste tunisien de passage à Amman. Selon lui, le véritable problème en Jordanie réside dans la formation des journalistes, dominée par des universitaires pro-régime qui ne « *transmettent ni les bases du métier, ni l'esprit critique nécessaire* ».

La formation des journalistes, un enjeu de démocratisation pour les états et les ONG “occidentales”

Ce constat d'un manque de formation des journalistes en Jordanie est également le fait d'acteurs internationaux, qui investissent le secteur depuis le début des années 2000 et proposent des programmes de « professionnalisation ». Ainsi, des fondations américaines, des ONG et des médias publics européens mettent en place des instruments d'appui aux médias jordaniens, de « réforme du secteur » et de formation au journalisme. Cette présence d'acteurs étrangers dans le champ journalistique en Jordanie est à mettre en perspective avec la forte dépendance financière et technique du pays dans de très nombreux secteurs. Pour de nombreux médias, le recours à l'appui international est le seul moyen d'échapper au financement et au contrôle exercé par les autorités politiques et/ou les grandes fortunes économiques. Il suffit de descendre la colline sur laquelle est perché le troisième cercle et de rejoindre le quartier de *Wadi Saqra* pour comprendre le poids de ces acteurs internationaux dans le secteur médiatique. Dans un des bâtiments, facilement reconnaissable par l'antenne parabolique sur son toit, se trouvent les locaux de *Radio Al-Balad*. Créée en 2000 par un journaliste palestinien bien connecté au monde de l'aide internationale, la radio s'est développée grâce aux financements de multiples organisations européennes et américaines. *Radio-Al-Balad* se présente comme une radio « communautaire » qui donne une voix aux citoyens jordaniens et aborde des sujets de leur vie quotidienne. L'équipe du média est composée, pour moitié, par de jeunes bénévoles majoritairement étudiants en journalisme, et pour l'autre, par des journalistes et techniciens professionnels du secteur de l'information. Dans les locaux de la radio, je suis justement accueilli par un ancien bénévole devenu salarié de la radio, en charge de la technique. Il m'emmène dans la salle d'enregistrement et me montre avec fierté une table de mixage flambant neuve, financée par l'Union européenne dans le cadre d'un programme d'appui aux médias. L'aide financière et matérielle permet à la petite structure de survivre dans un secteur fortement concurrentiel où la proximité avec les autorités politiques permet d'acquérir certains avantages. Par exemple, certaines radios en partie subventionnées par l'État n'ont pas à payer les taxes de diffusion (de 25 000 dinars jordaniens/an, soit 32 000€) et bénéficient de privilèges sur le marché publicitaire. Parmi les

radios les plus populaires du pays, *Hala Radio* est possédée par l'armée et *Radio Aman* par la police, toutes deux employant des fonctionnaires et bénéficiant d'avantages considérables en matière de réduction des taxes et d'accès à l'information. Dans ce secteur où l'interventionnisme étatique est fort et la concurrence faussée, une structure comme *Radio Al-Balad* n'a d'autres choix que de dépendre des financements internationaux pour préserver sa ligne éditoriale. Le média se transforme ainsi au gré des évolutions de ses soutiens extérieurs. La structure employait jusqu'à quarante personnes en 2011, après avoir reçu un financement important de SIDA (l'agence suédoise de développement) ; elle n'en emploie plus qu'une petite douzaine à présent que les financements se font plus rares. Les journalistes sont donc entraînés dans un nouveau cercle de dépendance qui affecte la structure autant que leurs pratiques professionnelles, dans la mesure où ils consacrent une part croissante de leur quotidien à des activités non-éditoriales, au détriment de la production de contenu journalistique. En effet, ils forment des publics marginalisés aux outils journalistiques, font du *reporting* auprès de leurs bailleurs, organisent des événements pour prouver leur « impact », ce qui réduit progressivement le temps consacré à l'enquête journalistique proprement dite.

Si l'appui international entretient donc une nouvelle forme de dépendance des journalistes jordaniens, ces dispositifs permettent tout de même à des voix professionnelles marginalisées de se faire entendre. Ainsi, plusieurs médias, revendiquant un « journalisme des droits de l'homme » décrié dans la profession car considéré comme « non professionnel », sont soutenus par les organisations internationales pour leur démarche militante. Ces structures émergentes se présentent comme les chiens de garde des droits humains dans le pays et contribuent à en surveiller les éventuelles violations. Pour comprendre le rôle de ces journalistes, il faut rejoindre le quatrième cercle, devenu le lieu symbolique des mobilisations contestataires en Jordanie en juin 2018 à l'occasion du Ramadan. Des milliers de manifestants se retrouvaient alors tous les soirs après la rupture du jeûne, devant la résidence du Premier ministre, pour protester contre la hausse des taxes et réclamer de meilleures conditions de vie. Cette mobilisation exceptionnelle n'a suscité l'intérêt des médias officiels qu'après plusieurs jours de contestation. Les journalistes des principaux médias ont attendu les

premières déclarations des autorités pour oser évoquer ces événements. Lors de cette période d'intense mobilisation et face à la rétention de l'information pratiquée par les autorités, certains journalistes ont joué un rôle décisif dans la couverture des événements. Cette mobilisation politique a été un véritable baptême du feu pour de nombreux jeunes journalistes. Leïla⁸, une journaliste *freelance* d'une vingtaine d'années, a justement fait ses premières armes lors de ces manifestations. Passionnée par ce métier dès le plus jeune âge, elle a rapidement été freinée dans ses velléités par un père qui ne conçoit pas qu'elle fasse un « *métier où tu dois sortir, rencontrer des gens (...) ce n'est pas la place d'une femme* »⁹. La jeune femme insiste pourtant dans cette voie professionnelle, socialement dévalorisée, et entame des études de journalisme à l'université de *Yarmouk* à Irbid, une ville proche de la frontière syrienne. Une fois son diplôme en poche, elle découvre le métier à l'agence de presse nationale, la *Petra News Agency*, où elle prend conscience de la « *corruption et du manque de rigueur des journalistes les plus expérimentés* ». Son rêve de devenir reporter se heurte à la réalité d'une agence où le quotidien des journalistes oscille entre le travail de « *desk* » de copier-coller des dépêches, et la participation à des conférences et autres buffets organisés par des grands groupes privés pour acheter le silence des journalistes. Leïla décide de quitter l'agence et participe, sous les conseils de son ancien professeur de journalisme à l'université, à des ateliers de formation au sein de médias financés par l'aide internationale comme *Ziber* et le Réseau des Journalistes Arabes pour le Journalisme d'Investigation (ARIJ)¹⁰. Pour la jeune journaliste, c'est une révélation : « *En écoutant ces gens, je me suis dit que j'avais enfin trouvé des journalistes qui partageaient la même conception du métier que moi, je me suis rendue compte que j'étais intéressée par les droits de l'homme depuis petite, que je voulais donner une voix aux gens qui n'en ont pas, ceux qui ont besoin d'aide* ». Forte de cette nouvelle expérience, Leïla décide de se mettre en *freelance* et de couvrir les mobilisations sociales de juin 2018. Elle passe ses soirées au quatrième cercle, filme les scènes de violence, réalise des entretiens avec les manifestants.

Si le cas de Leïla révèle bien que la trajectoire d'une journaliste jordanienne peut évoluer au contact de l'aide internationale, il serait illusoire de penser que ces dispositifs d'appui sont en mesure de répondre aux défis de la

profession. Pour comprendre les limites de l'appui international en contexte autoritaire, quittons le quatrième cercle et dirigeons-nous vers le rond-point d'*Abdoun*, le quartier chic de la banlieue ouest de la ville où sont installées de nombreuses organisations internationales. Dans les locaux de l'UNESCO, au sein du département information/communication, la salle d'attente est pleine de prospectus présentant les programmes d'appui aux médias mis en place ces dernières années. Le plus important de ces programmes a été financé par l'Union européenne à hauteur de 10 millions d'euros entre 2014 et 2018. Ses objectifs étaient de moderniser le cadre législatif jordanien pour garantir un pluralisme médiatique, transformer les programmes de formation au journalisme dans les universités et soutenir des radios locales. Quelques mois après la fin du programme, un représentant de l'UNESCO m'a confié que les objectifs visés n'avaient pas été atteints. Le cadre législatif régissant la profession n'a pas évolué, les recommandations de l'UNESCO n'ont pas été prises en compte par les autorités et les fonds censés être attribués aux radios locales dans les régions périphériques du pays ont finalement été versés aux radios publiques dans les universités de la capitale. Les organisations internationales ont dû faire face aux limites imposées par les autorités politiques qui, sous couvert de coopération, encadrent et contrôlent les programmes de soutien aux médias. Dans un café du même quartier d'*Abdoun*, une représentante de la délégation de l'Union européenne évoque ainsi les limites de son rôle en Jordanie : *« Je ne sais pas où mettre l'argent de l'UE, il n'y a pas d'ouverture du gouvernement jordanien et cela bloque tout, je ne vais pas dépenser l'argent juste pour le dépenser »*¹¹

Les organisations internationales ne semblent donc pouvoir intervenir que dans les interstices laissés ouverts par les autorités politiques jordaniennes, alors que ces dernières contrôlent subtilement la profession afin d'éviter qu'elle ne produise une image du pays différente du discours officiel.

D'un rond-point à l'autre, le destin des journalistes jordaniens donne le tournis, tant il semble entrelacé dans des cercles de dépendances multiples.

Simon Mangon, doctorant en science politique, Sciences Po Aix – CHERPA. Ce récit découle de plusieurs enquêtes de terrain menées à Amman (Jordanie) entre janvier et mars 2017 dans le cadre d'un mémoire de recherche de master 2, puis en novembre et décembre 2019 dans le cadre du doctorat au CHERPA